Alice LASVERGNAS

Présentation recherches D1 - Séminaire doctoral méthodologique Cevipof 22/06/2021

Sujet de recherche: "Penser et organiser des cercles de discussion restreints pour rendre possible des changements politiques : la formation d'un espace des possibles dans le régime politique français contemporain"

La présente recherche se fonde sur la reconnaissance de deux phénomènes. D'un part, depuis les années 1990, une série de dispositifs visant à inclure directement une partie limitée des citoyens dans les processus de prise de décision politique ont été mis en place par des structures gouvernementales à divers échelons en France. D'autre part, parallèlement à ce processus institutionnel, une série de textes issus des champs académique, associatif et étatique ont pu venir à la fois fixer des règles d'organisation pour ce type de dispositifs et leur donner diverses justifications politiques.

Des travaux scientifiques ont pris pour objet ces différents phénomènes, souvent dans une perspective sociologique (ethnographies des réunions de citoyens, étude sur "le marché de la démocratie participative") et parfois dans une perspective normative (comment de telles démarches peuvent-elles être compatibles/incompatibles avec certaines conceptions de la démocratie? par exemple), les deux démarches pouvant être liées. On peut déjà avancer l'idée que lorsqu'on s'intéresse à ce type de dispositifs, on leur assigne généralement un objectif réformateur, c'est-à-dire qu'on estime qu'ils ont été mis en place et pensés pour améliorer le régime politique en vigueur.

La présente recherche se veut particulièrement attentive à ce dernier point. À quel titre ces dispositifs d'échelle réduite sont-ils investis d'une mission réformatrice? On peut envisager un très grand nombre de perspectives sur cette question, que l'on fasse exclusivement de la sociologie des discours ou de l'histoire plus ou moins matérialiste. Ici, nous essaierons d'approcher cette question sous l'angle de l'histoire des idées, et plus particulièrement de celles qui se rattachent à la théorie démocratique. En quoi les développements normatifs liés à l'émergence des dispositifs dits de démocratie participative peuvent nous renseigner sur les enjeux contemporains de la théorie démocratique ?

Cette question n'est pas nouvelle. Elle peut même sembler relativement caractéristique des travaux académiques portant sur les évolutions récentes des dispositifs de participation de citoyen à la prise de décision politique, que ces travaux s'intéressent à une éventuelle dichotomie entre démocratie délibérative et démocratie participative, aux tensions entre des approches minimalistes ou maximalistes de la démocratie, ou au rôle supposé de la communication dans le gouvernement des sociétés modernes.

Alice LASVERGNAS

Je souhaite dans la présente recherche me concentrer sur le problème des bornes du processus de décision démocratique, que l'on retrouve partiellement dans ces différentes approches. Plus spécifiquement, j'ai souhaité étudier les réponses institutionnelles proposées en théorie aux problèmes des bornes du processus de décision démocratique, en rapport avec l'établissement de dispositifs de participation des citoyens en groupe à effectif limité.

Après quelques mois de recherche, il me semble intéressant d'approcher la question en essayant de comprendre les enjeux théoriques des travaux liés aux rôles des groupes intermédiaires dans la sociologie américaine des années 1940-1950, notamment autour de l'école de Columbia, pour ensuite voir comment ces enjeux sont réinvestis ou récusés dans les développements théoriques contemporains sur la participation des citoyens en groupe à effectif limité dans le régime politique français. Il s'agira de défendre et de soumettre à la critique cette orientation lors du séminaire doctoral méthodologique.